FIL ROUGE

JAB
CH-1003 Lausanne
Poste CH SA

Notre programme

Des valeurs socialistes pour les Cantonales

PAGE 3

Votations fédérales

Nos positions pour le 29 novembre

PAGES 4-5



3 SOCIALISTES AU CONSEIL D'ÉTAT!

Samuel Bendahan, Jessica Jaccoud et Roger Nordmann pour reconquérir la majorité de gauche au gouvernement.

PAGES 6-7

JOURNAL DU PARTI SOCIALISTE VAUDOIS
N° 28 – NOVEMBRE 2026

©PSV

En route vers la majorité

édito En février et mars 2027, le Canton de Vaud aura rendez-vous avec son avenir. Et le Parti socialiste vaudois est prêt à mener la bataille! Avec Roger, Jessica et Samuel, trois personnalités complémentaires et déterminées, nous avons une équipe solide pour reconquérir la majorité au Conseil d'État, aux côtés de nos allié·es historiques, les Vert-es.

Après une législature marquée par le maigre et catastrophique bilan de la droite, il est temps de changer de cap. Quand les services publics sont fragilisés, que les loyers pèsent plus lourd et que le pouvoir d'achat recule, nous refusons la résignation. Le Canton de Vaud mérite mieux qu'une politique de renoncements. Il mérite une majorité qui défend les intérêts de la population et prépare l'avenir.

Notre force, c'est aussi notre programme. Grâce à une démarche participative collective, les membres du PSV ont construit un socle d'idées ambitieux : des soins accessibles et de proximité, des logements abordables, des salaires dignes, des conditions de travail justes, des services publics renforcés, une égalité des chances et une transition climatique qui ne laisse personne de côté. Nous voulons un Canton qui investit plutôt qu'il ne coupe, qui protège plutôt qu'il ne précarise, qui donne à chacune et chacun les moyens de vivre dignement.

Les nominations au Grand Conseil font émerger des camarades prêt-es à porter ce combat. À toutes celles et ceux qui se mettent à disposition du parti, merci : chaque candidature compte. Une campagne se gagne collectivement, sur les marchés et dans les quartiers, même au cœur de l'hiver. C'est là que se nouent les rencontres et que se forgent les convictions. Nous savons pouvoir compter sur l'énergie de nos sections et l'engagement de nos camarades. Alors, mobilisons-nous, allons à la rencontre de la population et faisons vivre nos idées. En 2027, faisons gagner une gauche forte, unie et conquérante !

■ LARA MARTELLI, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DU PARTI SOCIALISTE VAUDOIS



FIL ROUGE

Le journal du PSV est produit par une rédaction composée de militant·es. Nous souhaitons contribuer aux combats actuels pour le progrès social – sans oublier d'où nous venons et qui nous sommes. Notre fil rouge, ce sont nos valeurs et notre histoire. Ensemble, rédigeons ce nouveau chapitre du socialisme démocratique.

La rédaction est ouverte à chaque membre du PSV – et nous accueillons volontiers vos idées, avis et lettres de lecteur·trices à l'adresse: redaction@ps-vd.ch

IMPRESSUM

Responsable: Lara Martelli

Rédaction: Ludivine Barthélémy, Samuel Bendahan, Jean-Luc Cressier, Deborah Intelisano, Davyd Kiryanov, Ihsan Kurt, Frédéric Maye, Bernard Morel, Sarah Morier, Jean Christophe Schwaab, Sermijeta Shahini, Donato Stasi, Thanh-My Tran-Nhu, Tamina Wicky

Editeur:
Parti socialiste vaudois

Adresse: Chauderon 5, 1003 Lausanne

Contact: 021 312 97 57
redaction@ps-vd.ch

Maquette: Stéphanie Tschopp
www.madamepasteque.ch

Impression: Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et environs

Abonnement: 25 francs

Parutions: 4 parutions annuelles

Sommaire

édito En route vers la majorité ▸ PAGE 2 — **poing fort** Un programme au service des Vaudoises et des Vaudois ▸ PAGE 3 — **votations** OUI au financement de la 13ème rente AVS | Là où il y a de la gêne, il y a moins de dividendes... | Le mariage, la famille et le respect de toutes les différences | Feux d'artifice: une votation qui détonne ▸ PAGES 4-5 — **dossier** Trois socialistes au Conseil d'État! ▸ PAGES 6-7 — **actualité** OSEO: 90 ans de solidarité ouvrière nationale et internationale ▸ PAGE 8 — **vie du parti** La Jeunesse socialiste vaudoise lance son book club! | | Prendre le micro, même pas peur! | Élections à Berlin: quelle leçon pour la gauche suisse? | Une politique migratoire qui fabrique de la misère | À quoi sert la richesse d'un pays si celles et ceux qui le font tourner n'arrivent plus à en vivre? ▸ PAGES 9-11 — **portrait** Eloïse Eperon ▸ PAGE 12

Un programme au service des Vaudoises et des Vaudois

élections cantonales Le Parti socialiste vaudois a voté son programme pour la législature 2027-2032 lors du Congrès d'Aubonne le 26 septembre dernier.



Des camarades travaillent sur le budget lors de l'Université d'été du PSV. ©PSV

Le processus de création du programme pour la prochaine législature a commencé en mars 2026. Une commission programmatique a alors créé des groupes de travail. Répartis par thèmes, ils ont été chargés de rédiger des mesures en lien avec leur sujet. Composés d'expert-es issu-es notamment des commissions thématiques du Parti socialiste vaudois, ces groupes ont ensuite présenté leur travail à la commission programmatique. Celle-ci a produit une première version du programme qui a été remaniée lors de notre Université d'été en juillet, où chaque camarade avait l'occasion de s'exprimer sur les mesures proposées ou d'en amener de nouvelles. Formellement accepté lors du Congrès d'Aubonne, après l'ajout de quelques amendements, ce programme est le fruit d'un travail collaboratif.

20 grandes thématiques et 286 mesures

Le programme du PSV pour la législature 2027-2032 représente donc la diversité de notre parti et du Canton. Il apporte des réponses socialistes à une grande variété de thématiques, dont certaines n'apparaîssaient pas dans le précédent programme. L'agriculture, l'accueil de jour, la justice et la sécurité ou encore le patrimoine et le tourisme font leur apparition dans le programme socialiste.

Ces thématiques comprennent chacune entre 7 et 20 mesures. Au total, 286 mesures sont proposées pour un canton au service de ses habitant·es.

Des mesures concrètes pour les Vaudois·es

Parmis les thématiques principales, la santé et le social avec des mesures au plus près des besoins de la population: des soins de premier recours accessibles et présents sur tout le territoire, défendre la création d'une caisse maladie publique à but non lucratif par tous les moyens cantonaux possibles, lutter contre le sans-abrisme.

Autre thème fort, la fiscalité. Alors que les baisses d'impôt imposées par la droite ne bénéficient qu'aux plus riches et entraînent le démentèlement du service public, le PSV demande de renforcer la progressivité de l'impôt, passer à un impôt à la source pour lutter contre la fraude et supprimer les régimes spéciaux et les forfaits fiscaux qui profitent aux plus privilégié·es.

Enfin, les thèmes de l'énergie, de la mobilité et de l'environnement doivent bénéficier d'investissements ambitieux pour répondre au défi de la crise climatique.

Notre programme pour les élections cantonales défend un Canton dont la prospérité n'est plus confisquée par un petit nombre de privilégié·es mais réinvesti dans les services publics, pour le bien du plus grand nombre.

■ TAMINA WICKY

Retrouve l'intégralité du programme sur le site ps-vd.ch ou en scannant ce QR code

OUI au financement de la 13ème rente AVS

votation fédérale Le 29 novembre, les Suisses se prononceront sur le financement de la 13ème rente AVS par le biais d'un relèvement de la TVA.

Si le PS Suisse aurait préféré un financement plus social, combinant une hausse modérée des cotisations salariales et de la TVA, il soutient néanmoins clairement le projet adopté par le Parlement.

Garantir durablement la 13ème rente AVS

L'acceptation de la 13ème rente AVS constitue une avancée sociale majeure pour les retraité·es, alors que les loyers, les primes d'assurance-maladie et le coût de la vie ont fortement augmenté ces dernières années. Il serait incohérent de mettre à mal cette victoire historique sans lui assurer un financement solide et durable.

Le refus de la droite d'intégrer une part de cotisations salariales au financement a conduit au compromis actuel.

La solution soumise au vote contient néanmoins un élément important de justice sociale: les produits soumis au taux réduit de TVA ne seront pas touchés par la hausse et resteront inchangés à 2,6% Seul le taux normal passerait de 8,1 à 8,5 %. Les dépenses essentielles des ménages sont ainsi protégées.

Menace sur l'âge de départ à la retraite

Un rejet de cette proposition rouvrira le débat sur le financement de l'AVS et renforcera les forces politiques qui souhaitent répondre aux besoins financiers de la prévoyance vieillesse par un relèvement de l'âge de la retraite.

Le PSV vous invite à voter OUI au financement additionnel de l'AVS par le biais d'un relèvement de la TVA.

■ TAMINA WICKY

Là où il y a de la gêne, il y a moins de dividendes...

votation fédérale Par un curieux jeu de calendrier parlementaire, la votation sur le matériel de guerre a lieu après celle sur la neutralité. Simple coïncidence? Sans doute...

Une question demeure: quels intérêts cette révision sert-elle réellement et pourquoi faudrait-il assouplir nos règles au moment où les conflits armés se multiplient? Peut-être au nom des bons offices «façon conservateurs»: préserver notre réputation de «neutralité» tout en défendant les intérêts de l'industrie de l'armement.

Revenons à l'essentiel

La révision de la loi sur le matériel de guerre vise à assouplir les conditions d'exportation des armes suisses. Elle prévoit de faciliter leur livraison à des États impliqués dans un conflit armé et de ne plus exiger systématiquement une déclaration de non-réexportation. Aujourd'hui, les pays acheteurs s'engagent à ne pas transmettre le matériel acquis à des pays tiers sans l'accord de la Suisse. Cette obligation constitue un instrument de contrôle: elle permet à notre pays de garder une certaine maîtrise sur la destination finale de ses armes. Demain, ce contrôle pourrait s'affaiblir. Le risque est que du matériel fabriqué en Suisse se retrouve dans des zones de conflit, sans que notre pays dispose de garanties quant à sa destination et à son utilisation. Certes, cela ne signifie pas que toutes les armes suisses seront automatiquement livrées à des belligérants, ni que tout contrôle disparaîtra. Mais pourquoi réduire les garanties existantes si ce n'est pour répondre aux demandes de l'industrie de l'armement? Derrière les arguments de compétitivité, d'emploi et de souveraineté, ce sont eux les bénéficiaires de cette réforme.

Peu d'exportations mais un lobby puissant

L'industrie suisse de l'armement représente une part limitée de nos exportations: 0,21% en 2025[1]. Est-il raisonnable d'assouplir des règles qui engagent notre responsabilité internationale pour soutenir ce seul secteur économique? Quelle place accordons-nous aux conséquences humaines de ces décisions?

Le projet permettrait au Conseil fédéral de déroger à certains critères d'autorisation dans des circonstances exceptionnelles, lorsque les intérêts de la Suisse l'exigent. Mais qui définit ces intérêts? Comment arbitrer entre les impératifs économiques, les considérations stratégiques et les principes humanitaires? Et quelles garanties avons-nous que ces exceptions resteront véritablement exceptionnelles?

Le problème n'est pas de prétendre que chaque exportation est condamnable. Il est de savoir quelles limites nous voulons maintenir et quelle responsabilité nous sommes prêts à assumer lorsque des armes fabriquées chez nous alimentent des conflits. La neutralité ne devrait pas être un argument permettant de concilier une image de médiateur avec une politique d'exportation accommodante. Les bons offices ne consistent pas seulement à proposer ses services autour d'une table de négociation. Ils supposent aussi une cohérence entre les paroles et les actes. Parce qu'en matière d'armement, les dividendes sont privés, mais les conséquences humaines et politiques sont collectives. La neutralité ne devrait jamais servir de paravent aux intérêts économiques.

NON à la révision de la loi sur le matériel de guerre!

■ JEAN-LUC CRESSIER

[1] SECO, données du 10 mars 2026

Le mariage, la famille et le respect de toutes les différences

votation fédérale La votation sur l'imposition des couples mariés nous invite à réfléchir à la place accordée à la famille, au mariage et à la diversité des parcours de vie.

La famille est l'un des lieux où se construisent les solidarités et se transmettent les valeurs. Elle représente un espace de stabilité, d'éducation et de transmission entre les générations. Dans une société traversée par de profondes mutations, cette fonction mérite d'être reconnue et soutenue.

Des familles multiples

Le mariage entre une femme et un homme constitue, pour de nombreux couples, un engagement librement choisi, inscrit dans une histoire familiale et culturelle. Il peut offrir un cadre à la construction d'une vie commune, à l'accueil des enfants et à la solidarité entre générations. Reconnaître son utilité sociale ne signifie ni en faire un modèle obligatoire, ni délégitimer les autres unions.

Car les familles sont multiples: couple de même sexe, famille monoparentale, recomposée, union libre: toutes participent à la richesse de notre société. Ce qui donne sa valeur à une famille ne se résume pas à sa composition, mais se mesure à la qualité des liens qui s'y expriment. Défendre une conception du mariage ne doit pas conduire à dévaloriser les autres. Le respect ne se négocie pas selon l'orientation sexuelle, l'état civil ou les convictions personnelles.

Une question d'équité

L'initiative «Pour enfin en finir avec la discrimination du mariage!» entend supprimer les désavantages fiscaux de certains couples mariés tout en maintenant leur imposition commune, considérée comme une reconnaissance fiscale du couple. Ses opposant·es rappellent que l'imposition individuelle, acceptée par le peuple, garantit un traitement indépendant de l'état civil.

Comment construire une fiscalité qui reconnaisse les engagements familiaux sans créer de nouvelles inégalités?

Cette question mérite un débat serein, attentif aux réalités économiques comme aux parcours humains. Les familles contribuent à la cohésion sociale, mais la justice fiscale doit prendre en considération les autres formes de vie commune.

Dans une perspective socialiste, la solidarité ne peut être réservée à un modèle familial. Elle doit embrasser toutes les réalités, sans effacer les convictions et les traditions auxquelles chacun·e est attaché. Une société ouverte n'exige pas que nous pensions tous de la même manière mais que nous reconnaissions à chacun·e la même dignité.

NON à l'initiative pour le respect des uns et des autres au sein de la société!

■ DONATO STASI

Feux d'artifice: une votation qui détonne

votation fédérale En voilà une votation qui ne mettra pas le feu aux poudres. Entre protection de la nature et défense du fédéralisme, le PSV décide de laisser la liberté de vote sur l'interdiction des feux d'artifice.

Le 29 novembre, quatre objets seront soumis au vote du peuple: la 13e rente, l'imposition individuelle, l'exportation d'armes de guerre et, comme bouquet final, l'interdiction des feux d'artifice. Une fois n'est pas coutume, le PSV a décidé de laisser la liberté de vote sur ce dernier objet.

Révolution festive...

L'initiative vise à interdire la vente et l'utilisation de pièces d'artifice bruyantes. L'objectif est de mieux protéger l'environnement en raison de la pollution engendrée mais aussi et surtout les animaux. Autant la faune sauvage que les animaux domestiques souffrent régulièrement de ces bruits assourdissants dont le principal intérêt est le divertissement humain. Une avancée importante pour nos camarades à quatre pattes qui inquiète pourtant: l'heure de la fête serait terminée.

...ou pétard mouillé?

Pas d'inquiétude, en cas d'acceptation de l'initiative, les feux du 1er août et d'autres manifestations importantes pourraient encore bénéficier de dérogations. La cohésion nationale est sauve. Mais au-delà des festivités, la question de l'interdiction des feux d'artifice n'est-elle pas anachronique à l'heure où la sécheresse engendre chaque été une interdiction de feu?

Un artifice pour attaquer le fédéralisme?

Finalement, ce qui dérange se situe davantage au niveau de la forme que du fond. Une interdiction des feux d'artifice au niveau national signifie aussi une perte d'autonomie cantonale et communale. À force de légiférer, la Confédération prend toujours plus d'importance au détriment des autres échelons du fédéralisme. Une interdiction des feux d'artifice jetterait donc de l'huile sur le feu tant l'objet semble trop local pour justifier un encadrement fédéral.

En fin de compte, de nombreux arguments pour et contre cette initiative sont légitimes. En ce qui concerne le PSV, celui-ci choisit ses combats et, le 29 novembre, la priorité est ailleurs, à savoir éviter que le financement de la 13e rente ne fasse pshiiit.

■ DEBORAH INTELISANO

Trois socialistes au Conseil d'État!

élections cantonales Le Parti socialiste vaudois a désigné ses candidat·es au Conseil d'État lors du Congrès du 26 septembre: Roger Nordmann, Jessica Jaccoud et Samuel Bendahan. Objectif: reconquérir une majorité de gauche au Conseil d'État.

©PSV



Roger Nordmann candidat à sa réélection, a repris la direction du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) à la suite de son élection complémentaire au début de l'année 2026.

Né en 1973, il obtient une licence en sciences politiques et économiques.

Membre du PS Lausanne, il démarre sa carrière politique comme Député à l'Assemblée constituante vaudoise (1999-2002). Il fait un bref passage au Grand Conseil en 2004 avant de se faire élire au Conseil national la même année. Il a siégé sous la Coupole fédérale jusqu'en 2025 et a été Président du Groupe socialiste de 2015 à 2023. Il s'est notamment spécialisé dans les questions énergétiques et de transition climatique.

Durant son mandat de Conseiller d'État, il a fait certains constats qui seront au centre de son action lors de la prochaine législature: le manque de médecins et de coordination engorge les hôpitaux et le vieillissement de la population nécessite des prises en charge de longue durée de maladies chroniques, qui reposent autant sur le soin que sur l'accompagnement social. Pour une personne âgée, le bon suivi médical ne sert à rien sans un logement adapté ou des soins à domicile accessibles. Or la précarité augmente et de plus en plus de personnes renoncent à des soins faute de moyens. On ne peut traiter ces deux dimensions séparément.

©PSV



Jessica Jaccoud est née en 1983. En plus de ses études de droit et de son brevet d'avocate, elle est détentrice d'un CAS en management et cheffe d'une petite entreprise. Membre du PS Aubonne, elle commence sa carrière politique comme Conseillère communale à Nyon en de 2011 à 2018, où elle a notamment été membre de la commission des finances. Députée au Grand conseil vaudois de 2014 à 2023, elle est membre des commissions des affaires juridiques et de la santé publique. Elle siègera également à la commission d'enquête parlementaire sur l'Hôpital Riviera-Chablais. En 2016, elle est vice-présidente du Parti socialiste vaudois avant de devenir Présidente de 2018 à 2022. Conseillère nationale depuis 2023, membre de la commission des affaires juridiques et de la commission judiciaire; elle s'est beaucoup engagée sur le droit au logement et la lutte contre les violences faites aux femmes. Elle est coprésidente des Femmes socialistes suisses et membre des comités de l'Asloca Suisse, Vaud et Régions.

Sa priorité au Conseil d'État sera le pouvoir d'achat, notamment le logement et les primes maladie. Elle s'engage aussi contre les violences et les inégalités, grâce à des services publics forts. Elle soutient une économie locale dynamique, ses PME et ses commerces, et souhaite mettre en place une transition écologique socialement juste.



Samuel Bendahan, Jessica Jaccoud et Roger Nordmann lors du Congrès de désignation du 26 septembre à Aubonne ©PSV



©PSV

Samuel Bendahan est né en 1980. Après un doctorat en sciences économiques HEC, comportement organisationnel et leadership, il travaille comme économiste et entrepreneur tout en donnant des cours à la HEC et à l'EPFL.

Membre du PS Lausanne, il commence sa carrière politique au Conseil communal où il est membre de la commission des finances (2011-2012). En 2012 il est élu député au Grand Conseil où il est également membre de la commission des finances. Il quitte le Grand Conseil en 2017, année de son élection au Conseil national Membre de la commission des finances du Conseil national et président de la sous-commission département de l'intérieur et de la défense, il devient Président de la commission de l'économie et des redevances du Conseil national.

Actuel coprésident du groupe socialiste aux Chambres fédérales, il est Vice-président du PS Suisse. Spécialiste des questions économiques et financières, il met le pouvoir d'achat des Vaudoises et des Vaudois au coeur de son engagement au Conseil d'État.

Il exerce également des mandats associatifs en tant que Président de la fédération suisse Lire et Ecrire et de l'OSEO Suisse, Directeur de la coopérative sociale d'habitants le Bled et Membre des comités de l'ARMOUP (maîtres d'ouvrage d'utilité publique) et de la Fédération Suisse des Entreprises (entrepreneurs engagés pour la durabilité).

■ TAMINA WICKY

OSEO: 90 ans de solidarité ouvrière nationale et internationale

jubilé L'Œuvre suisse d'entraide ouvrière fête ses 90 ans. L'occasion de revenir sur organisation pionnière dans le développement de programmes pour les chômeur·euses.



©OSEO

Tout commence en 1932, quand des femmes socialistes lancent la «Proletarische Kinderhilfe» pour offrir des vacances aux enfants de familles sans emploi. Elle devient en 1933 l'Arbeiterkinderhilfe. Face à la crise mondiale et à la montée du fascisme, les initiatives se regroupent: en 1936, avec le soutien de l'Union syndicale suisse et du Parti socialiste suisse, naît l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO), fidèle au principe du mouvement ouvrier: la solidarité dans les moments difficiles.

Solidarité internationale

L'OSEO s'engage vite à l'international: accueil d'enfants espagnols dès 1936, plus de 100 000 colis d'aide pour la France pendant la guerre, puis reconstruction de l'Europe. Dès 1949, elle est l'une des premières organisations suisses actives dans la coopération au développement, misant sur des partenariats équitables plutôt que sur la géopolitique. Cela lui vaut, en pleine guerre froide, la surveillance de l'État pour certain·es de ses collaborateurs et collaboratrices. En 1986, l'un d'eux, Yvan Leyvraz, est assassiné par les Contras au Nicaragua.

En Suisse, elle accueille les réfugié·es hongrois·es en 1956, puis chilien·nes, turc·ques ou sri-lankais·es, et combat le durcissement du droit d'asile.

Pionnier dans l'accompagnement des chômeur·euses

Dès 1984, le chômage devient une priorité, avec des programmes mêlant conseil, formation et emplois utiles. Dans les années 1990, il passe de moins de 1 % à plus de 5 %, avec plus de 250 000 personnes sans emploi, et la Suisse romande est durement touchée. Longtemps perçu comme un problème individuel, le chômage devient une question de société.

Dans notre canton, c'est la Ville de Vevey, grâce à son municipal des affaires sociales et Conseiller national Pierre Aguet (qui sera président, puis membre d'honneur de l'OSEO Vaud), qui fait appel à l'OSEO lors de la vague de licenciements massifs qu'a subi l'industrie, notamment les Ateliers mécaniques. C'est à ce moment qu'est fondée la section vaudoise, qui compte aujourd'hui plus de 200 collaborateurs-trices réparti-e-s sur 14 sites à Vevey, Lausanne, Morges, Nyon et Yverdon.

Dans les années 2000, le chômage recule et la Confédération transfère des compétences aux cantons. En difficulté financière, l'OSEO doit se réorganiser: en 2005, ses services régionaux deviennent des associations indépendantes, la coopération internationale est reprise par ce qui deviendra Solidar Suisse, et un secrétariat national coordonne le réseau. Suivent la crise de 2008, l'exil de 2015, la pandémie, qui frappe les working poor, puis la guerre en Ukraine: à chaque fois, l'OSEO répond présente.

Avec une situation économique de plus en plus compliquée et un monde du travail en mutation aussi constante qu'accélérée (notamment à cause – ou au prétexte de l'essor de l'intelligence artificielle), les politiques d'insertion vont gagner en importance. Elles vont aussi gagner en complexité et en besoin de «sur mesure». L'OSEO répondra présente!

■ JEAN CHRISTOPHE SCHWAAB, PRÉSIDENT DE L'OSEO VAUD, SAMUEL BENDAHAN, PRÉSIDENT DU RÉSEAU OSEO SUISSE

LES DÉFIS DE L'INSERTION DES RÉFUGIÉ·ES HAUTEMENT QUALIFIÉ·ES

Pour les 90 ans de l'OSEO, sa section vaudoise a souhaité se pencher sur une thématique au carrefour de l'insertion professionnelle et de la migration: les personnes hautement qualifiées relevant du domaine de l'asile, notamment suite à l'agression de l'Ukraine par la Russie. Elle a mandaté la Haute Ecole du Travail Social de Lausanne pour identifier les difficultés et les besoins particuliers de ces personnes dans leur parcours d'insertion professionnelle, les défis rencontrés par les organisations d'insertion professionnelle dans le suivi de cette population particulière - et surtout - identifier des pistes d'action. Les résultats sont disponibles sur: https://www.hetsl.ch/laress/catalogue-des-recherches/detail/recherche/insertion-professionnelle-des-personnes-hautement-qualifiees-relevant-de-lasile

Pour soutenir l'OSEO Vaud: https://www.oseo-vd.ch/votre-contribution

La JSV lance son book club!

lecture Le 13 novembre à 19h, à la Maison du Peuple, aura lieu la première rencontre du book club de la JSV, autour du livre «Le Nettoyage ethnique de la Palestine» d'Ilan Pappé, publié en 2006.



©La fabrique éditions

À travers de nombreuses archives, cet ouvrage revient sur la création de l'État d'Israël et et sur le nettoyage ethnique de la Palestine, passé sous silence pendant plus de soixante ans.

En regardant les preuves, je voulais savoir qui était responsable de cette catastrophe. À travers mes recherches, reconstituées dans ce livre, j'ai pu identifier un groupe de politiques et généraux israéliens qui ont décidé et organisé l'expulsion massive des Palestiniens en 1948 comme précondition pour la création de l'État d'Israël.» (Les Enjeux internationaux, France Culture, 24 juin 2024).

L'objectif de ce book club est de créer un espace de discussion et d'échange autour de nos lectures, pour partager nos points de vue, apprendre et découvrir ensemble.

Pour cette première rencontre, nous vous invitons à lire le premier chapitre du livre afin que nous puissions échanger collectivement autour de ses premières pages.

■ Sermijeta Shahini aka Mimi

Rejoins le groupe Whatsapp pour être informé des prochaines séances:

FC JSV – FC POP: Sous la pluie, la lutte continue!

football C'est sous une pluie battante que le FC JSV a affronté ses camarades du POP, dans une rencontre placée sous le signe de la combativité, de la solidarité et de la fraternité militante.

Dès le coup d'envoi, nous avons imposé un pressing intense, bien décidés à prendre le contrôle de la rencontre. Mais les joueurs du FC POP sont parvenus à déjouer cette stratégie pour inscrire le premier but de la rencontre.

La riposte socialiste ne s'est pas fait attendre! Notre attaquant de pointe, Mountazar Jaffar, a rapidement remis les deux équipes à égalité avant de s'offrir un doublé sur penalty, récompensant ainsi l'engagement offensif de nos camarades.

Malgré une détermination sans faille et un troisième but inscrit par Hans Durosier, le FC JSV s'est finalement incliné sur le score de 8 à 3 face à une solide formation popiste.

Au-delà du résultat, cette rencontre aura surtout été marquée par le fair-play, la bonne humeur et l'esprit de camaraderie de nos amis de gauche radicale, qui ont contribué à faire de ce match un beau moment de football populaire.

Si la victoire n'était pas au rendez-vous, l'essentiel demeure: un collectif qui se construit, des camarades qui se battent ensemble et une aventure qui ne fait que commencer.

Sur le terrain comme dans nos luttes, la solidarité est notre force. La lutte continue!

■ Davyd Kiryanov



©JSV

Prendre le micro, même pas peur!

Femmes socialistes vaudoises Les Femmes socialistes vaudoises et leur comité ont le plaisir de vous présenter leur programme de formation à la prise de parole, proposé cet automne.

Ce projet fait suite à la résolution «Femmes en politique: point d'action», déposée en mars 2025. Aujourd'hui, nous posons une pierre supplémentaire à l'édifice avec un objectif très concret: promouvoir et renforcer la parole des femmes.

Car nous le savons, dans les espaces de discussion et de décision, les femmes sont encore trop souvent interrompues ou peinent à faire entendre leur voix. Nous voulons donc leur donner davantage d'aisance, de confiance et d'impact dans leur prise de parole.

Cette formation s'adresse à nos élues, futures élues, ainsi qu'à toutes les femmes qui font notre parti.

Deux formats sont proposés: un atelier court d'introduction et une formation plus approfondie. Les places sont limitées à dix participantes par atelier.

Nous avons la chance de pouvoir compter sur Laurence Amy comédiennes et professeure de théâtre, une professionnelle aguerrie de la prise de parole. Ces formations, habituellement très coûteuses, seront proposées à un tarif particulièrement accessible.

L'objectif est simple: donner aux participantes des outils concrets pour prendre leur place et défendre leurs idées, que ce soit lors d'un débat contradictoire, d'une interview, d'une conférence ou simplement face à un public.

Vous trouverez toutes les informations sur notre flyer et sur notre site internet, où vous pourrez également vous inscrire.

■ SARAH MORIER PORTEUSE DU PROJET POUR LES FSV

Pour plus d'informations, scanne le QR code ou rends-toi sur le site des FSV: https://femmes-socialistes-vaudoises.ch/formation-fin-2026

Élections à Berlin: quelle leçon pour la gauche suisse?

allemagne À Berlin, la gauche l'a emporté aux élections du 20 septembre, tandis que l'AfD arrivait en tête, le même jour, dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale.

Comment Elif Eralp a-t-elle convaincu au-delà de son camp? Die Linke n'a pas obtenu la majorité: sa candidate devra trouver des alliés au SPD et chez les Verts pour gouverner cette ville-Land. Sa victoire réjouit une partie des personnes issues de la migration, quand la percée de l'extrême droite en inquiète d'autres.

Fille de socialistes réfugiés en Allemagne après le coup d'État de 1980 en Turquie, Eralp incarne une histoire migratoire. Certains la comparent à Zohran Mamdani, maire de New York. Mais ses origines n'expliquent pas à elles seules son succès. Sa campagne a mis en avant le logement, le coût de la vie et la lutte contre le racisme. Die Linke veut limiter les hausses de loyer dans les 400 000 logements publics, combattre les abus et transférer, à terme, au secteur public des appartements appartenant aux grandes sociétés immobilières. La collecte gratuite des déchets encombrants répond aussi à un besoin concret.

On peut peiner à payer son loyer tout en subissant des préjugés liés à son nom ou à ses origines dans l'accès au logement ou à l'emploi. La gauche doit répondre avec courage à ces deux réalités.

La méthode compte autant que le programme. Des bénévoles ont frappé aux portes et discuté avec les locataires. Comme dans les campagnes de Bernie Sanders, les sympathisant·es parlent à leurs voisin·es et recrutent d'autres militant·es. Les outils numériques prolongent ce travail sans remplacer le contact humain. Eralp a séduit les jeunes, dont les 16 et 17 ans appelés aux urnes pour la première fois. Die Linke a progressé de plus de 13 points par rapport à 2023.

Les électeurs d'origine étrangère ne sont pas homogènes. Une candidate issue de la migration ne suffit pas à les représenter. Mais un programme social et un discours courageux face à la xénophobie peuvent mobiliser largement dans les quartiers populaires et inciter à voter. En Suisse, loyers, primes d'assurance-maladie et pouvoir d'achat pèsent sur les ménages, auxquels s'ajoutent les discriminations. La gauche doit répondre à ces difficultés communes. Affiches et réseaux sociaux ne compensent pas l'absence dans les quartiers. La leçon de Berlin: écouter les habitant·es, les associer aux décisions et rester à leurs côtés aussi après les élections.

■ IHSAN KURT, SPÉCIALISTE DES MIGRATIONS

Une politique migratoire qui fabrique de la misère



grand conseil Derrière les décisions administratives, il y a des êtres humains et des familles qui peuvent perdre le peu de sécurité qu'il leur reste.

C'est ce qui m'a poussée, le 25 août 2026, à déposer au Grand Conseil une interpellation intitulée «Aide d'urgence supprimée à des familles ukrainiennes: le SPOP peut-il priver des personnes vulnérables du minimum vital?».

Depuis juillet, le Service de la population aurait commencé à notifier à des ressortissant·es ukrainien·nes débouté·es du permis S des décisions de refus ou de suppression de l'aide d'urgence.

Derrière ces décisions, il y a des familles. Des femmes seules avec leurs enfants. Des enfants scolarisés dans notre canton. Des personnes qui peuvent, du jour au lendemain, se retrouver privées de ressources et menacées de perdre leur hébergement. Des personnes à qui l'on dit, en substance: «vous n'avez plus de statut, débrouillez-vous.».

Depuis des années, des personnes migrantes vivent dans une précarité durable: hébergement collectif, absence de droit au travail, incertitude permanente et accès limité aux prestations. Et lorsque leur demande est rejetée, on réduit encore leurs conditions de vie, comme si rendre leur existence plus difficile allait suffire à rendre un départ possible.

Une famille ne devient pas moins digne parce qu'elle a reçu une décision négative. Un enfant ne perd pas ses droits parce que ses parents n'ont pas obtenu le permis espéré. Et personne ne devrait devoir choisir entre manger, se soigner ou conserver un toit.

La Constitution garantit à toute personne en situation de détresse le droit à l'aide et à l'assistance nécessaires pour mener une existence conforme à la dignité humaine. Cette garantie doit aussi être prise au sérieux lorsque les personnes concernées sont déboutées de l'asile.

C'est pourquoi j'ai demandé au Conseil d'État de regarder les conséquences concrètes des décisions de nos institutions.

La dignité humaine ne se négocie pas en fonction d'un statut de séjour. Elle doit rester le socle de notre action publique, y compris — et surtout — lorsque les personnes concernées sont les plus vulnérables.

■ THANH-MY TRAN-NHU, DÉPUTÉE ET MEMBRE DU BUREAU DU GRAND CONSEIL

À quoi sert la richesse d'un pays si celles et ceux qui le font tourner n'arrivent plus à en vivre?



présidence Un salaire qui disparaît avant la fin du mois. Un loyer devenu trop lourd. Un jeune qui envoie des dizaines de candidatures sans décrocher son premier emploi. Une personne de 55 ans qui craint de ne plus retrouver sa place sur un marché du travail tendu. Une future retraitée qui s'interroge sur le montant de sa rente après des années de salaires modestes.

Ces situations, nous les connaissons. Elles touchent nos proches, nos voisin·es, nos collègues. Derrière les chiffres et les statistiques, il y a des vies, des projets auxquels on renonce et parfois le sentiment que les efforts fournis ne sont plus récompensés à leur juste valeur.

Est-il normal qu'une personne qui construit nos logements, soigne nos proches, enseigne à nos enfants ou contribue à faire tourner nos entreprises peine à boucler ses fins de mois? Nous connaissons, nous socialistes, la réponse et refusons cet état de fait.

Le logement, le travail, la formation et l'éducation sont au cœur de nos préoccupations depuis toujours. Nous voulons une société dans laquelle les inégalités ne sont pas considérées comme une fatalité et où chacun·e dispose des moyens de participer pleinement à la vie collective.

Pour porter cette ambition dans notre canton, nous pouvons compter sur nos trois candidat·es au Conseil d'Etat, Roger Nordmann, Jessica Jaccoud et Samuel Bendahan. Trois candidatures de qualité, aux parcours complémentaires, qui partagent la même volonté: agir concrètement. Ces mots nous permettent de les remercier pour leur investissement sans faille. Mais aussi remercier toutes les personnes qui s'investissent au quotidien pour que nos valeurs puissent être défendues. Parce que notre engagement ne s'arrête pas aux élections. Il se construit sur le terrain: dans les stands, lors des affichages et des tractages, dans les discussions avec nos proches, autour d'un café, dans nos quartiers et sur nos lieux de vie. De plus, le PSV pourra aussi compter sur 150 candidat·es au Grand Conseil qui défendront nos mesures lors des élections cantonales et nous les soutiendrons pleinement dans leur campagne.

Une élection ne se gagne pas seulement avec de bonnes idées. Elle se gagne avec une mobilisation. Alors, parlons-en autour de nous. Convainquons. Partageons nos idées. Soyons présent·es sur le terrain. Allons voter et encourageons celles et ceux qui nous entourent à faire de même.

Nous avons le projet. Nous avons les candidat·es. Et nous avons surtout une force collective: nous.

■ LUDIVINE BARTHÉLÉMY, VICE-PRÉSIDENTE DU PSV

ELOÏSE EPERON

portrait Municipale à Villars-le-Terroir depuis près de trois ans, elle a baigné jeune dans le milieu politique et a été la mieux élue au Comité directeur du PSV en mai dernier.



© Bernard Morel

Eloïse Eperon, Municipale à Villars-le-Terroir et membre du Comité directeur du PSV.

« Etre municipale dans un village comme Villars-le-Terroir, c'est une expérience riche au niveau du contact avec les gens et de leurs problèmes au quotidien.» A tout juste 30 ans, Eloïse Eperon vit de manière concrète depuis près de trois ans la politique à l'échelon communal. «A l'automne 2023, il y avait une élection complémentaire à la municipalité du village et, deux heures avant la clôture des candidatures, j'ai reçu un appel d'une municipale, devenue syndique depuis, me demandant si je voulais me présenter, explique-t-elle. J'ai accepté et j'ai été élue face à deux autres candidats. En mars dernier, j'ai été réélue en troisième position avec environ 60% des voix.»

Le sourire sur son visage traduit chez Eloïse Eperon une réelle satisfaction et il y a de quoi. C'est une femme engagée qui a déjà un parcours riche dans le milieu politique grâce à ses études et ses débuts professionnels. «Je suis très reconnaissante à mon père de m'avoir poussée à faire des études, relève-t-elle. Il m'a montré tout l'intérêt qu'il y avait à en faire et, en plus, m'a insufflé l'envie de m'engager en politique. Il avait des idées de gauche, était membre du PS et lorsque je vivais chez lui, on suivait de près l'actualité et on en discutait beaucoup.»

En même temps que son intérêt pour la politique s'éveillait, Eloïse Eperon s'est plongée dans les études. Après son gymnase, elle est entrée à l'uni de Lausanne en sciences sociales. «La sociologie m'a passionnée et m'a ouvert le regard sur le monde, dit-elle. Après mon bachelor, j'ai fait un master en administration publique à l'Institut des Hautes écoles en administration publique (IDHEAP). Mon mémoire a porté sur la procédure de naturalisation.»

«La sociologie m'a passionnée et m'a ouvert le regard sur le monde»

Eloïse Eperon

Stage au parlement fédéral

Le lien entre ses études et la politique s'est très vite établi par le biais d'un stage puis d'un emploi aux Services du Parlement à Berne. «C'était un travail très intéressant qui consistait à préparer des dossiers pour les commissions parlementaires, reprend Eloïse Eperon. J'aimais beaucoup le contact avec les parlementaires.» Il y a une année et demi, elle a été engagée à l'Association des Communes Suisses. «J'étais responsable des dossiers sur la migration et l'intégration, précise-t-elle. Maintenant, je m'apprête à commencer un nouveau défi en devenant secrétaire municipale adjointe à Crissier. Les déplacements à Berne commençaient à peser. Et j'aime le cadre des administrations publiques.»

Eloïse Eperon est devenue membre du parti socialiste en s'engageant, depuis quelques années, au sein de la section Gros-de-Vaud. «Sensible à toutes les injustices et les inégalités de notre société, ça me paraissait logique de prendre ma carte de membre», souligne-t-elle. Au printemps dernier, lors du congrès à Aigle, elle a fait acte de candidature pour le Comité directeur et elle a été celle qui a recueilli le plus de voix. Femme rayonnante, Eloïse a de quoi être fière de son parcours.

■ BERNARD MOREL